



JEAN-LUC BERTINI POUR LE FIGARO MAGAZINE

Tigrane Yégavian

“L’ARMÉNIE ET L’ARTSAKH FONT FACE À UNE MENACE EXISTENTIELLE”

Pour le géopolitologue spécialiste du Caucase et du Moyen-Orient, l’Azerbaïdjan et son allié turc comptent bien achever leur objectif : réduire à néant l’État arménien et chasser son peuple chrétien d’une région, le Sud Caucase, qu’il occupe pourtant depuis trois mille ans. Les Russes, les Français et l’Occident ont-ils réellement les moyens et le désir d’empêcher cela ?

Propos recueillis par Jean-Christophe Buisson

Le blocage par les Azéris du corridor routier reliant l’Artsakh Haut-Karabakh et l’Arménie a montré que le conflit, gelé depuis 2020, n’était pas réglé. Que veulent respectivement les Azéris et les Arméniens de l’Artsakh ?

La priorité des Azéris est d’en finir avec la présence arménienne en Artsakh. Le blocus du corridor de Latchine et l’arrêt provisoire des livraisons de gaz visent à pousser les Artsakhiotes au départ et par ricochet en finir avec la présence russe dont le mandat se justifie par le maintien d’une présence arménienne sur ce territoire. Bakou ne s’estime pas satisfait de la situation héritée depuis le cessez-le-feu de novembre 2020, car deux objectifs n’ont pas été atteints. L’Artsakh n’est pas encore anéanti et l’Arménie refuse de céder un corridor extraterritorial transitant par la ville de Meghri, qui réaliserait la jonction panturquiste entre l’Azerbaïdjan, son exclave du Nakhitchevan et par ricochet la Turquie. L’Artsakh est certes réduit à une peau de chagrin (2 900 km² environ), mais il se maintient encore autour de l’axe Stepanakert-Martakert. Surtout, la plupart des populations déplacées en Arménie pendant la guerre y est retournée provoquant un boom de construction de nouveaux logements. Il existe encore un gouvernement artsakhiote au statut incertain, mais de fait sous protectorat russe, présence que les Azéris considèrent comme une force d’occupation. Enfin, les Azéris profitent du nouveau rapport de force qui leur est avantageux et de l’affaiblissement de la Russie pour forcer l’Arménie à céder un corridor dans le Sud. De leur côté, les Arméniens de l’Artsakh n’ont pas renoncé à leur rêve d’être un jour réunifié à la mère patrie ; mais leur combat premier demeure celui du droit à l’existence sur une terre qu’ils peuplent sans discontinuité depuis quatre mille ans.

Avec ce blocage du corridor de Latchine, le régime Aliyev exerce une forme de terrorisme d’État et teste à nouveau la communauté internationale en établissant un parallèle avec le corridor de Meghri, comme si le Nakhitchevan relié à la Turquie par voie terrestre et par l’Azerbaïdjan par voie aérienne (via l’espace aérien arménien !) était dans la même situation que l’Artsakh...

Ilham Aliyev n’a pas peur du ridicule en expédiant un contingent de nervis déguisés en activistes environnementaux quand on sait que la société civile azerbaïdjanaise n’a pratiquement plus les moyens de se faire entendre. Et que dire des dégâts environnementaux causés par les incendies de forêts d’Artsakh du fait des bombardements au phosphore blanc au cours de la dernière guerre de 2020 ?

Vous avez dit à plusieurs reprises que ce n’est pas seulement l’Artsakh qui était menacé mais aussi l’Arménie. N’est-ce pas un peu exagéré ? Pensez-vous réellement que l’Arménie puisse « disparaître » ?

Si vous tenez compte de leur faible démographie, l’Arménie et l’Artsakh font déjà face à une menace existentielle. Les événements depuis 2020 sont là pour rappeler que le génocide de 1915 se poursuit à petit feu suivant des modes opératoires différents : ingénierie démographique, blocus énergétique, actes terroristes, harcèlements quotidiens... tout est entrepris par l’Azerbaïdjan et son allié turc pour en finir avec la présence arménienne en Artsakh, que d’aucuns considèrent comme le bouclier de l’Arménie. La vaste offensive militaire déclenchée par Bakou en septembre dernier a prouvé que sans l’Artsakh, l’Arménie est privée de profondeur stratégique et incapable de défendre ses frontières en dents de scie héritées des grignotages effectués sous le règne de Staline. L’étroite bande montagneuse du Syunik est trop vulnérable et soumise à des harcèlements quotidiens. Sa population est connue pour son opiniâtreté et son caractère irréductible, elle ne cède pas à la panique mais se sent abandonnée de tous. Si

Je me presse de rire de tout, de peur d'être obligé d'en pleurer

les jeunes du Syunik s'en allaient, il y aurait de fortes chances que l'Arménie soit coupée de l'Iran et totalement asphyxiée. Aujourd'hui, le Syunik est visé, demain ce sera le Tavush avec la question des enclaves, après-demain le lac Sevan et enfin Erevan, considérée par les propagandistes du régime Aliyev comme historiquement azérie. Les Azéris opèrent graduellement et méthodiquement en poussant au maximum leur avantage. Ils veulent faire de l'Arménie un État croupion, complètement dévitalisé, sans armée, sans ressources, avec une population appelée à devenir une réserve indienne avant que les Turcs et Russes ne se partagent cette proie ultime dans leurs dessins néo-impériaux.

Quel rôle joue la Turquie dans le conflit ?

Turquie et Azerbaïdjan entretiennent une relation complexe d'interdépendance, mais Ankara agit avant tout par opportunisme. Le panturquisme est utilisé comme un levier de puissance destiné à renverser un rapport de force qui ne lui est pas forcément favorable au départ. La guerre de 2020 a créé une nouvelle donne : pour la première fois, l'armée turque a pris part directement aux opérations militaires, via ses forces spéciales, la conduite des opérations sur les airs et le recrutement de milliers de mercenaires syriens islamistes. Cela n'a pas été suffisamment souligné, le commandement des forces armées des deux États est réunifié conformément à la « déclaration de Chouchi » de juin 2022. En « s'invitant » dans le Sud Caucase, zone d'influence russe, elle entend répliquer un nouveau condominium, avec Moscou qui a fait ses preuves en Syrie avec le processus d'Astana. Aujourd'hui, la Turquie soutient à fond l'Azerbaïdjan sur la question du corridor de Meghri et est favorable à un nettoyage ethnique de l'Artsakh. Elle y a expédié des Loups gris afin de susciter des émules dans les territoires conquis aux Arméniens.

Si les Arméniens pensent desserrer l'étau azéri, ils n'ont rien à mettre sur la table si ce n'est de nouvelles concessions morales et territoriales (abandon de la reconnaissance du génocide de 1915 et de tout espoir de réparations). Côté turc, l'idée est de faire de l'Arménie une sorte de colonie économique, un modèle que l'on peut observer en Adjarie, cette province géorgienne majoritairement musulmane et frontalière de la Turquie.

L'Arménie veut-elle et peut-elle se passer de l'aide de la Russie pour sortir de l'étau azéro-turc ?

Pour l'heure, c'est irréaliste. L'Arménie a sa part de responsabilité dans la dégradation de la relation avec la Russie et de son asymétrie croissante. L'allié et grand frère russe s'est progressivement mué en suzerain intraitable et cynique. En cela, les élites arméniennes paient leur inertie et leur incapacité à se prendre en charge, en se lovant derrière l'illusoire certitude que l'assurance russe s'appliquerait au Karabagh et à l'Arménie. Ils paient

aussi leur méconnaissance de leur propre histoire. La Russie tsariste n'entreprit rien pour aider les Arméniens ottomans exterminés en 1915, ces mêmes Arméniens qu'elle a à nouveau abandonnés à leur funeste sort en 1917, puis en 1920 pour se partager la petite Arménie exsangue avec la Turquie kémaliste. La relation avec la Russie est construite depuis 1991 autour d'un dilemme insoluble que l'on peut résumer en deux mots : sécurité vs souveraineté. Or, force est de constater qu'après avoir bradé leur souveraineté, les Arméniens ne peuvent plus compter sur la protection russe, tandis que l'Occident observe, en fossoyeur, la seule démocratie de la région se débattre contre ses ennemis mortels et ses vrais faux amis.

Interpellé par Sylvain Tesson dans « Le Figaro Magazine », Emmanuel Macron a déclaré qu'il ne lâcherait jamais les Arméniens. Comment se manifeste ce soutien ?

Le président Macron ne fait pas mystère de sa sympathie pour le peuple arménien. Mais il a conscience que la France ne dispose pas de leviers suffisants pour exercer une pression sur les Russes et les Turcs dont le partenariat est cimenté par le rejet des Occidentaux. La France se sent frustrée que le groupe de Minsk, qu'elle coprésidait avec les Russes et les Américains, soit en état de mort cérébrale. Le soutien du Président se manifeste par son courage à nommer clairement l'agresseur et l'agressé. À défaut de faire parvenir des armes à l'armée arménienne, il a contribué à l'envoi d'une mission d'observateurs à la frontière. Important mais insuffisant.

Le Quai d'Orsay est-il sur la même ligne plutôt pro-arménienne que l'Élysée ?

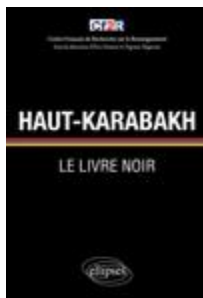
Historiquement, le Quai d'Orsay a quasiment toujours penché pour la Turquie. L'intérêt commercial, la realpolitik, le rôle pivot de la Turquie n'expliquent pas tout. C'est une constante depuis des siècles. L'accord d'Angora de 1921 conclu entre la France et le régime kémaliste rebelle a non seulement acté l'abandon du mandat français sur la Cilicie arménienne, mais aussi été contre-productif puisqu'une fois les Arméniens expulsés de leur foyer national, les Turcs s'en prenaient aux intérêts français. À Paris, on ne veut pas se fâcher avec la Turquie qui nous livre des précieux renseignements dans le dossier antiterroriste et joue l'arme du chantage aux migrants.

L'Arménie est le premier État chrétien du monde (311 après Jésus-Christ). Comprenez-vous l'absence de soutien réel du pape François pour ses frères en Christ arméniens souffrants et son refus de condamner la destruction du patrimoine chrétien arménien par les Azéris ?

C'est un douloureux constat : le Saint-Siège a choisi le camp des Aliyev en cédant aux sirènes de la diplomatie du caviar. La vice-présidente et épouse du dictateur Aliyev, Mehriban Aliyeva, mécène du Vatican, semble dégager une odeur de sainteté à Rome où elle a été décorée par François. Le cardinal britannique Gallagher, secrétaire du Saint-Siège pour les rela-



« Géopolitique de l'Arménie », de Tigrane Yégavian, préface de Gérard Chaliand, Bibliomonde, 198 p., 17,50 €.



« Haut-Karabakh. Le livre noir », sous la direction d'Eric Denécé et Tigrane Yégavian, Ellipses, 408 p., 28 €.

L'ARMÉNIE ET L'ARTSAKH SOUS LA MENACE AZÉRIE ET TURQUE

- Territoire de l'Artsakh sous contrôle azéri depuis 2020.
- Corridor de Latchine qui relie l'Arménie et l'Artsakh.
- Territoire de l'Artsakh arménien où est déployée la force d'interposition russe.

tions avec les États, est un partisan de l'Azerbaïdjan. N'oublions pas que le Royaume-Uni est un des principaux appuis de la dictature azérie en Europe via le travail de lobbying de British Petroleum et des compagnies minières intéressées par les gisements aurifères de l'Artsakh. Le Vatican demeure insensible aux alertes au génocide lancées par l'Institut Lemkin pour la prévention des génocides. Non seulement l'absence de condamnation par le pape concernant le génocide culturel en cours et le nettoyage ethnique en préparation restera une tache indélébile dans l'amitié séculaire qui lie la nation arménienne à l'Église catholique sœur, mais elle accélère le suicide de l'Occident chrétien.

Qui peut sauver les Arméniens aujourd'hui ?

Depuis l'avènement de la « question d'Orient » à la fin du XVIII^e siècle, la naïveté des Arméniens a été de croire en l'existence d'un sauveur venu d'Occident ou de la Russie qui les libérera de l'oppression. Le prix à payer de cet aveuglement est incommensurable. Je suis d'avis que l'Arménie ne doit compter avant tout que sur ses propres forces, à savoir sa diaspora et le sens de l'intérêt général. La diaspora s'était endormie pendant trente ans, bercée par les slogans rassurants des dirigeants d'Arménie et de l'Artsakh qui, à l'évidence, ont manqué de sens politique et de vision stratégique inclusive. La non-intégration de cadres de la diaspora au développement et au renforcement de l'État arménien a été une funeste erreur, tout comme l'absence de diplomatie proactive tenant compte de l'impératif de nouer des partenariats stratégiques avec des pays en mesure de contribuer à la sécurité de l'Arménie. Je pense en tout premier lieu à l'Inde, le seul pays qui vend des armements à l'Arménie en dehors de la Russie. Les Arméniens doivent comprendre que l'amitié et la culture comptent, mais elles n'ont aucune traduction dans le langage des relations internationales. Il manque aujourd'hui une régénérescence spirituelle et intellectuelle comparable à ce que l'Espagne a vécu en 1898 après la perte de Cuba et des Philippines. ■

Propos recueillis par Jean-Christophe Buisson

LE TEMPS DE RÉFLEXION

LA TRANSIDENTITÉ EN QUESTION

Transitionner » est un verbe que l'Académie française n'a pas référencé dans son neuvième dictionnaire. Cela s'explique. La réalité qu'il désigne est récente, et, disons-le, savamment barbare pour le commun des mortels : les individus qui « transitionnent » déterminent leur appartenance à un genre, en fonction de leur ressenti, sans tenir compte de leur sexe biologique. Ils commencent par prendre des hormones, contrecarrent leur évolution naturelle, et vont parfois jusqu'à opérer des chirurgies.

Signe d'un puissant mal-être, effet de mode ou fruit d'un endoctrinement mené tambour battant sur les réseaux sociaux, dans les documentaires et jusque sur les bancs de l'école, la dysphorie de genre progresse. Depuis 2010, le nombre de demandes de changement de sexe a crû dans l'Hexagone. Aujourd'hui, près d'un millier d'enfants (entre 3 et 18 ans) sont suivis dans les hôpitaux. En Grande-Bretagne, au cours des dix dernières années, le nombre de cas d'enfants traités pour dysphorie de genre a augmenté de 3 264 %. Aux États-Unis, en 2008, une étudiante sur 2 000 s'identifiait comme transgenre, aujourd'hui, ce chiffre est passé à une sur 20. L'atout de l'enquête d'Aude Mirkovic et Claire de Gatellier * sur la « transidentité » est de croiser les approches médicale, statistique, psychologique, juridique et philosophique. On apprend qu'une majorité d'enfants qui réclament de changer de sexe présentent une fragilité psychique antérieure, se scarifient, ont des idées suicidaires. La réponse des écoles, des chirurgiens, des militants de la cause – « les trans-affirmatifs » – est-elle adaptée à leur besoin ? Le sujet est d'autant plus crucial que la prise d'hormones antagonistes (du sexe opposé) a des conséquences irréversibles sur la voix, la pilosité, l'implantation des cheveux, la fertilité. « L'expérience prouve que les bloqueurs de puberté sont un premier pas vers la transition hormonochirurgicale, dans plus de 95 % des cas ! L'attente vigilante est dans l'immense majorité des cas une voie à sens unique », alerte la neurochirurgien Anne-Laure Boch. L'ouvrage souligne également les intérêts bien compris des uns et des autres : un individu qui consomme des hormones à vie représente une manne pour les laboratoires pharmaceutiques...

Guyonne de Montjou

Questionnements de « genre » chez les enfants et les adolescents. Analyses, enjeux... Les spécialistes répondent, d'Aude Mirkovic et de Claire de Gatellier, Artège, 215 p., 17,90 €.